

POLITIQUE ECONOMIQUE

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 12 décembre 2007 par M. François Fillon, Premier ministre et M. Xavier Bertrand, ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapporteur : M. Pierre Morange (12 décembre 2007) - Rapport n° 504 (12 décembre 2007) - Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan - Rapporteur pour avis : M. Jérôme Chartier (12 décembre 2007) - Avis n° 503 (12 décembre 2007) - Urgence déclarée le 12 décembre 2007

Discussion les 18, 19 et 20 décembre 2007 - Adoption le 20 décembre 2007 - Projet de loi n° 76

Sénat (première lecture)

Dépôt le 21 décembre 2007 - N° 151 (2007-2008)

Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapporteur : M. Nicolas About - Rapport n° 166 (2007-2008) (16 janvier 2008) commun avec la proposition de loi n° 116 (2007-2008) - Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation - Rapporteur pour avis : M. Serge Dassault - Avis n° 172 (2007-2008) (22 janvier 2008) commun avec la proposition de loi n° 116 (2007-2008)

Discussion les 23 et 24 janvier 2008 - Adoption le 24 janvier 2008 - Projet de loi n° 52 (2007-2008)

Assemblée nationale (deuxième lecture)

Dépôt le 25 janvier 2008 - N° 631

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Commission mixte paritaire

Nomination le 26 janvier 2008 (J.O. p. 1594) - Réunion le 29 janvier 2008 - Bureau (J.O. p. 1785)

Assemblée nationale (commission mixte paritaire)

Rapporteur : M. Georges Colombier - Rapport n° 633 (29 janvier 2008)

Discussion et adoption le 31 janvier 2008 - Projet de loi n° 90

Sénat (commission mixte paritaire)

Rapporteur : M. Nicolas About - Rapport n° 180 (2007-2008) (29 janvier 2008)

Discussion et adoption définitive le 31 janvier 2008 - Projet de loi n° 55 (2007-2008)

Promulgation

Loi n° 2008-111 du 8 février 2008 publiée au J.O. du 9 février 2008 (p. 2451)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2007] (p. 5392, 5405) ; [19 décembre 2007] (p. 5437)

Interventions du Gouvernement

M. Xavier Bertrand (p. 5392) ; Mme Christine Lagarde (p. 5395)

Présentation du rapport de la commission des affaires culturelles

M. Pierre Morange (p. 5396)

Présentation de l'avis de la commission des finances

M. Jérôme Chartier (p. 5398)

Intervention du président de la commission des finances

M. Didier Migaud (p. 5399)

Rappel au règlement

M. Jean-Marc Ayrault demande des précisions sur la présence des ministres concernés par le projet de loi ; souligne que le Gouvernement ne peut pas à la fois être maître de l'ordre du jour et faire preuve de désinvolture [18 décembre 2007] (p. 5400) ; M. Bernard Accoyer souligne qu'il est également très attaché à ce que l'on respecte l'Assemblée nationale (p. 5400) ; M. Xavier Bertrand précise qu'il se tient à la disposition des députés tout en étant néanmoins tenu d'être présent à la conférence sociale organisée à l'Élysée (p. 5400)

Rappel au règlement

M. Frédéric Lefebvre demande au groupe socialiste, radical et citoyen d'avoir une attitude constructive [18 décembre 2007] (p. 5401) ; M. Jean-Marc Ayrault précise qu'il n'intervient pas dans un esprit de polémique mais qu'il souhaite que le Gouvernement respecte l'Assemblée nationale (p. 5401)

Exception d'irrecevabilité : rejetée (p. 5414)

Soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5405)

Soutenue par M. Jérôme Cahuzac (p. 5405)

Interventions du Gouvernement : M. Xavier Bertrand (p. 5410) ; Mme Christine Boutin (p. 5411)

Intervention du président de la commission des affaires culturelles : M. Pierre Méhaignerie (p. 5412)

Explications de vote : M. Pierre-Alain Muet (p. 5412) ; M. Jean-Claude Sandrier (p. 5412) ; M. Philippe Vigier (p. 5413) ; M. Frédéric Lefebvre (p. 5413)

Question préalable : rejetée (p. 5420)

Opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5414)

Soutenue par M. Jean-Yves Le Bouillonnet (p. 5414)

Intervention du Gouvernement : Mme Christine Boutin (p. 5417)

Explications de vote : M. Michel Issindou (p. 5418) ; M. Jean-François Lamour (p. 5419) ;

M. Jean-Claude Sandrier (p. 5420) ; M. Philippe Vigier (p. 5420)

Discussion générale

M. Philippe Vigier (p. 5437) ; M. Frédéric Lefebvre (p. 5439) ; M. Gaëtan Gorce (p. 5442) ; M. Jean-Claude Sandrier (p. 5444) ; M. Jean-François Lamour (p. 5446) ; Mme Françoise Imbert (p. 5447) ; M. Lionnel Luca (p. 5448) ; Mme Christiane Taubira (p. 5449) ; Mme Annick Le Loch (p. 5450) ; M. Lionel Tardy (p. 5451) ; M. Jean-Pierre Balligand (p. 5451) ; M. Gérard Gaudron (p. 5452) ; M. Bruno Le Maire (p. 5453) ; M. Georges Tron (p. 5453) ; M. Patrick Roy (p. 5454)

Interventions du Gouvernement

Mme Christine Boutin (p. 5455) ; M. Xavier Bertrand (p. 5456)

Intervention du président de la commission des affaires culturelles

M. Pierre Méhaignerie (p. 5458)

Rappel au règlement

M. Jean-Marc Ayrault partage les inquiétudes de M. Pierre Méhaignerie, Président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales concernant les conditions de travail de l'Assemblée nationale ; demande que l'opposition soit respectée [19 décembre 2007] (p. 5459) ; M. Xavier Bertrand insiste sur le caractère constitutionnel du dépôt, et de l'adoption, d'amendements ; détaille la position gouvernementale sur le travail le dimanche (p. 5460)

Rappel au règlement

M. Frédéric Lefebvre invite M. Ayrault et le groupe socialiste à débattre avec la majorité de la Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers (TIPP) [19 décembre 2007] (p. 5459) ; M. Jean-Marc Ayrault répond à M. Lefebvre qu'il n'accepte pas de leçons de démocratie sociale, ni de sa part, ni de celle du Gouvernement (p. 5462)

Motion de renvoi en commission : rejetée (p. 5469)

De M. Jean-Claude Sandrier (p. 5462)
Soutenue par Mme Martine Billard (p. 5462)
Explications de vote : M. Christian Eckert (p. 5467) ; M. Jean-Claude Sandrier (p. 6467) ; M. Frédéric Lefebvre (p. 5468) ; M. Philippe Vigier (p. 5468)

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Interventions du rapporteur dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements : M. Pierre Morange (p. 5474 et s.)

Interventions du Gouvernement dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements : M. Xavier Bertrand (p. 5474 et s. à la p. 5556) ; Mme Christine Boutin (p. 5561 et s.)

Avant l'article 1er

Adt n° 62 de M. Philippe Vigier (obligation pour les opérateurs de téléphonie mobile de donner à leurs clients une information détaillée sur leur consommation personnelle) (p. 5474) : retiré (p. 5475)

Adt n° 66 de M. Jérôme Cahuzac (augmentation de la prime pour l'emploi) : rejeté (p. 5475)

Adt n° 130 de M. Jean-Claude Sandrier (abaissement du taux normal de TVA financé par une hausse des taux de l'impôt sur les sociétés et des tranches supérieures de l'impôt sur le revenu) : rejeté (p. 5475)

Adt n° 64 de M. Jean-Pierre Balligand (baisse du taux normal et du taux réduit de TVA) (p. 5475) : rejeté (p. 5476)

Adt n° 63 de M. Jérôme Cahuzac (baisse du taux réduit de TVA) : rejeté (p. 5476)

Adt n° 134 de M. Jean-Claude Sandrier (baisse du taux de TVA dans le secteur alimentaire) : rejeté (p. 5476)

Adt n° 65 de M. Jérôme Cahuzac (baisse du taux de TVA pour les fruits et légumes) : rejeté (p. 5476)

Adt n° 84 de Mme Martine Billard (plafonnement des dépassements d'honoraires médicaux) (p. 5476) : rejeté (p. 5477)

Adt n° 7 de Mme Martine Billard (incitation à la consommation de fruits et légumes) : rejeté (p. 5477)

Adt n° 39 de Mme Martine Billard (suppression de la réduction dégressive des cotisations patronales de sécurité sociale établie en fonction de la rémunération horaire du salarié) (p. 5477) : rejeté (p. 5478)

Adt n° 40 de Mme Martine Billard (subordination de la réduction dégressive des cotisations patronales de sécurité sociale aux mesures à portée sociale prises par l'entreprise) (p. 5478) : rejeté (p. 5479)

Adt n° 41 de Mme Martine Billard (subordination de la réduction dégressive des cotisations patronales de sécurité sociale aux mesures à portée environnementale prises par l'entreprise) (p. 5478) : rejeté (p. 5479)

Adt n° 137 rectifié de M. Jean-Claude Sandrier (allègement de cotisations sociales lié à l'augmentation des salaires décidée dans le cadre d'un accord majoritaire avec les syndicats) (p. 5479) : rejeté (p. 5480)

Adt n° 142 de M. Gaëtan Gorce (allègement de cotisations sociales lié à l'augmentation des salaires décidée dans le cadre d'un accord d'entreprise ou d'un accord de branche) (p. 5479) : rejeté (p. 5480)

Adt n° 44 de Mme Martine Billard (relèvement des minima de branche au niveau du SMIC) : retiré (p. 5480)

Adt n° 43 de Mme Martine Billard (suppression des exonérations de cotisations et contributions patronales pour les entreprises relevant de

branches dans lesquelles les minima salariaux sont inférieurs au SMIC) : rejeté (p. 5480)

Adt n° 8 de Mme Martine Billard (interdiction de licencier un salarié pour le motif de refus d'effectuer des heures supplémentaires) : rejeté (p. 5480)

Adt n° 33 de Mme Marisol Touraine (majoration de la contribution d'assurance chômage des employeurs abusant des emplois précaires) (p. 5480) : rejeté (p. 5482)

Adt n° 30 de Mme Marisol Touraine (majoration des cotisations sociales patronales des employeurs abusant du travail à temps partiel) : rejeté (p. 5482)

Adt n° 35 de M. François Brottes (retour de droit au tarif réglementé du gaz et de l'électricité pour les personnes succédant dans un logement à une personne ayant opté pour le tarif libre) (p. 5482) : rejeté (p. 5483)

Adt n° 9 de Mme Martine Billard (subordination de l'exonération de charges sociales sur les heures supplémentaires à l'absence de demande, de la part des salariés à temps partiel, d'effectuer des heures complémentaires) (p. 5483) : rejeté (p. 5484)

Adt n° 28 de M. Jérôme Cahuzac (mise en place du chèque transport obligatoire) : rejeté (p. 5484)

Adt n° 29 de Mme Martine Billard (rapport au Parlement sur l'obligation de prise en charge par l'employeur des frais de transport du salarié) (p. 5484) : rejeté (p. 5485)

Adt n° 45 de Mme Martine Billard (rapport au Parlement sur la baisse de pouvoir d'achat entraînée par la franchise médicale) : rejeté (p. 5485)

Adt n° 46 de Mme Martine Billard (rapport au Parlement sur le rôle des transformateurs intermédiaires de produits laitiers dans l'augmentation de leur prix de vente) (p. 5485) : rejeté (p. 5486)

Adt n° 47 de Mme Martine Billard (rapport au Parlement sur la création d'un Fonds national pour la promotion de la nutrition) (p. 5485) : rejeté (p. 5486)

Article 1er (modalités de conversion en argent d'un certain nombre de droits à congés) (p. 5486) : adopté après modification (p. 5506)

Interventions : M. Pierre-Alain Muet (p. 5486 et s., 5501) ; M. Lionel Tardy (p. 5487) ; M. Jean-Claude Sandrier (p. 5487) ; M. Jérôme Chartier (p. 5492 et s.) ; M. Patrick Roy (p. 5494) ; M. Régis Juanico (p. 5494) ; M. Jean-Yves Le Bouillonnet (p. 5495 et s.) ; M. Frédéric Lefebvre (p. 5495 et s.) ; M. Xavier Bertrand (p. 5496 et s.) ; Mme Marisol Touraine (p. 5497 et s.) ; Mme Marylise Lebranchu (p. 5497 et s.) ; Mme Martine Billard (p. 5498) ; M. Jean-Marc Ayrault (p. 5498)

Adts identiques n°s 10 et 98

Adt n° 10 de Mme Martine Billard (de suppression) (p. 5489)

Adt n° 98 de M. Gaëtan Gorce (de suppression) (p. 5490)

Adts n°s 100 et 113 de M. Gaëtan Gorce (p. 5493 et s.)

Adt n° 114 de M. Gaëtan Gorce : SCRUTIN PUBLIC (p. 5494)

Adt n° 1 de la commission des finances (p. 5495) : adopté après modification et rectification (suppression du gage) (p. 5499)

Sous-adt n° 173 du Gouvernement (p. 5495) : adopté (p. 5499)

Rappel au règlement

M. Jean-Marc Ayrault fait observer à M. Lefebvre que l'UMP a repris, en déposant un amendement sur consigne de l'Elysée, la position des députés socialistes sur l'exonération de la redevance audiovisuelle après s'y être opposés [19 décembre 2007] (p. 5496)

Rappel au règlement

M. Philippe Vigier indique à M. Ayrault que M. Lefebvre a voté en commission l'amendement sur l'exonération de la redevance audiovisuelle [19 décembre 2007] (p. 5496)

Adt n° 115 de M. Gaëtan Gorce (p. 5499)

Adts n°s 12 et 11 de Mme Martine Billard (p. 5500)

Adts n°s 116, 117, 99, 101 à 107 de M. Gaëtan Gorce (p. 5501 et s.)

Adt n° 58 de M. Philippe Vigier : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5502)

Adt n° 108 de M. Gaëtan Gorce (p. 5502)

Adt n° 14 de Mme Martine Billard (p. 5502)

Adt n° 95 de M. Jérôme Chartier (p. 5502) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5503)

Adt n° 120 de M. Gaëtan Gorce (p. 5503)

Adt n° 15 de Mme Martine Billard : SCRUTIN PUBLIC (p. 5503)

Adt n° 118 de M. Gaëtan Gorce (p. 5504)

Rappel au règlement

M. Patrick Roy considère que le vote, évoqué par le Gouvernement, des salariés de Continental qui s'est avéré favorable à une augmentation de la durée du travail s'est déroulé sous la pression [19 décembre 2007] (p. 5504) ; M. Xavier Bertrand considère graves les propos de M. Roy sur le vote des salariés de Continental dont il rappelle que son résultat est sans équivoque ; invoque l'intérêt des salariés de France Télécom et de la majorité des Français pour le rachat des journées de RTT (p. 5505)

Rappel au règlement

Mme Martine Billard conteste l'affirmation du ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité sur l'intérêt des salariés pour le rachat des journées de RTT [19 décembre 2007] (p. 5505)

Adt n° 59 rectifié du Gouvernement : adopté (p. 5505)

Adt n° 94 rectifié de M. Frédéric Lefebvre (p. 5505)

Adts n°s 109 et 110 de M. Gaëtan Gorce (p. 5505 et s.)

Adt n° 111 de M. Gaëtan Gorce : adopté (p. 5506)

Adt n° 112 de M. Gaëtan Gorce (p. 5506)

Après l'article 1er

Adt n° 161 de M. Pierre Morange (exonération complète de charges sociales des droits convertis en argent par le salarié dans le cadre du compte épargne-temps) (p. 5538) : retiré (p. 5539)

Adt n° 163 rectifié de M. Pierre Morange (garantie des droits accumulés dans un compte épargne-temps) : adopté (p. 5539)

Adt n° 80 de M. Jérôme Cahuzac (délibération de l'assemblée des actionnaires sur le rapport entre la plus haute et la plus basse rémunération au sein de l'entreprise) : rejeté (p. 5539)

Adt n° 82 de M. Jean-Pierre Balligand (attribution à tous les salariés d'au moins la moitié de la plus-value d'acquisition des stock options) : rejeté (p. 5539)

Adt n° 26 de Mme Martine Billard (suppression de l'exonération fiscale liée à la production d'agrocarburants) (p. 5539) : rejeté (p. 5540)

Adts identiques n°s 27 et 69

Adt n° 27 de Mme Martine Billard (suppression de l'exonération de TIPP bénéficiant au transport aérien) (p. 5540) : rejeté (p. 5541)

Adt n° 69 de M. Jérôme Cahuzac (suppression de l'exonération de TIPP bénéficiant au transport aérien) (p. 5540) : rejeté (p. 5541)

Adt n° 67 de M. Jérôme Cahuzac (prélèvement exceptionnel sur les entreprises pétrolières) : rejeté (p. 5541)

Adt n° 68 de M. Jérôme Cahuzac (prélèvement exceptionnel sur les entreprises pétrolières modulé selon leurs investissements en matière de recherche énergétique) : rejeté (p. 5541)

Adt n° 42 de M. Jérôme Cahuzac (contribution sociale au taux de 8 % pour les stock-options) : rejeté (p. 5541)

Adt n° 48 de M. Pierre Méhaignerie (conversion du repos compensateur de remplacement en une majoration salariale) (p. 5541) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5543)

Article 2 (déblocage anticipé des sommes attribuées au titre de la participation aux résultats de l'entreprise) (p. 5543) : adopté (p. 5546)

Intervenant : M. Jérôme Chartier (p. 5544)

Adt n° 37 de M. Jean-Pierre Balligand (de suppression) (p. 5543)

Adt n° 38 de M. Jean-Pierre Balligand (p. 5546)

Après l'article 2

Adt n° 70 de M. Jérôme Cahuzac (abrogation du bouclier fiscal) : rejeté (p. 5546)

Adt n° 71 de M. Jérôme Cahuzac (suppression du droit à restitution de la fraction des impositions qui excède le seuil de 50 % des revenus du contribuable) (p. 5546) : rejeté (p. 5547)

Adt n° 83 de M. Jean-Pierre Balligand (exclusion du droit à restitution de l'imposition sur le revenu due au titre des plus-values de cession des stock options) : rejeté (p. 5547)

Adt n° 77 de M. Jean-Pierre Balligand (octroi de stock-options conditionné à un accord d'intéressement) : rejeté (p. 5547)

Adt n° 87 de M. Patrick Ollier (relèvement à 250 du nombre maximal de salariés permettant aux dirigeants d'entreprises de bénéficier des dispositifs d'intéressement) (p. 5547) : retiré (p. 5550)

Adt n° 78 de M. Jean-Pierre Balligand (obligation pour les entreprises de moins de 50 salariés de mettre en œuvre le dispositif de participation) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5550)

Adt n° 79 de M. Jean-Pierre Balligand (obligation pour les entreprises d'au moins 10 salariés de mettre en œuvre le dispositif de participation) (p. 5550) : rejeté (p. 5551)

Adt n° 93 rectifié de M. Patrick Ollier (modalités d'application du dispositif de participation dans les entreprises de moins de 50 salariés) (p. 5547) : retiré (p. 5550) ; repris par M. Jean-Pierre Balligand (p. 5550) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5551)

Adt n° 88 de M. Patrick Ollier (ouverture aux dirigeants des entreprises de moins de 50 salariés du dispositif de participation) (p. 5547) : retiré (p. 5550)

Adt n° 170 de M. Jean-Pierre Balligand (information des organisations syndicales sur la part respective des salaires et des rémunérations alternatives aux salaires) : rejeté (p. 5551)

Article 3 (versement d'une prime exceptionnelle aux salariés des entreprises qui ne sont pas assujetties au régime de la participation) (p. 5551) : adopté (p. 5554)

Interventions : M. Alain Joyandet (p. 5551) ; Mme Martine Billard (p. 5552) ; M. Jérôme Chartier (p. 5553) ; M. Jean-Yves Le Bouillonnet (p. 5554)

Adt n° 158 de M. Jérôme Chartier (p. 5553)

Adts n^{os} 165 et 164 de M. Alain Joyandet (p. 5553)

Adt n^o 2 de la commission des finances (p. 5553)

Adt n^o 13 de Mme Martine Billard (p. 5554)

Adt n^o 81 de M. Jean-Pierre Balligand (p. 5554)

Après l'article 3

Adt n^o 54 de M. Arnaud Montebourg (définition de l'action de groupe) : rejeté (p. 5554)

Adt n^o 32 de M. Jean Gaubert (abrogation de l'article L.441-7 du code de commerce relatif à la coopération commerciale entre fournisseur et distributeur) : rejeté (p. 5554)

Adt n^o 53 de M. Jean Gaubert (transparence de la publicité en matière de crédit à la consommation) : rejeté (p. 5554)

Adt n^o 51 de M. Jean Gaubert (interdiction de la publicité des crédits renouvelables) : rejeté (p. 5554)

Adt n^o 52 de M. Alain Vidalies (créance en matière de crédit à la consommation : inopposabilité à la personne, membre d'une communauté ou d'une indivision qui ne l'a pas expressément acceptée) : rejeté (p. 5554)

Adt n^o 50 de M. Jean Gaubert (interdiction de démarchage et restrictions de publicité en faveur des crédits renouvelables) : rejeté (p. 5554)

Adt n^o 34 de M. Jérôme Cahuzac (crédit à la consommation : responsabilités en matière de solvabilité) : rejeté (p. 5554)

Adt n^o 36 de M. Jérôme Cahuzac (crédit à la consommation : encadrement du taux en matière de prêts à taux variable) : rejeté (p. 5554)

Adt n^o 16 de Mme Martine Billard (aides publiques au logement conditionnées au respect du label "haute performance énergétique") (p. 5554) : rejeté (p. 5555)

Adt n^o 155 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (quota de logements sociaux dans le cadre de projets de construction ou de réhabilitation de logements au sein des communes mentionnées à l'article 55 de la loi SRU) (p. 5555) : rejeté (p. 5556)

Adt n^o 157 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (renforcement des pouvoirs du préfet en matière d'application de l'article 55 de la loi SRU) (p. 5555) : rejeté (p. 5556)

Adt n^o 75 de M. Jérôme Cahuzac (conditions d'exonération de la redevance audiovisuelle) (p. 5556) : rejeté (p. 5559)

Adt n^o 91 de M. Lionnel Luca (exonération de redevance audiovisuelle pour les personnes âgées non imposables sur le revenu) (p. 5556) : retiré (p. 5559)

Adt n^o 74 de M. Jérôme Cahuzac (pérennisation de l'exonération de la redevance audiovisuelle pour les personnes âgées à faibles revenus) (p. 5556) : rejeté (p. 5559)

Adt n^o 175 du Gouvernement (exonération de redevance audiovisuelle pour les personnes âgées disposant de faibles revenus) (p. 5556) : adopté (p. 5559)

Adt n^o 72 de M. Jérôme Cahuzac (exonération de redevance audiovisuelle pour les bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique) : rejeté (p. 5559)

Adt n^o 73 de M. Jérôme Cahuzac (exonération de redevance audiovisuelle pour les étudiants boursiers) : rejeté (p. 5559)

Adt n^o 55 de M. Jean Gaubert (prohibition de la pratique des dates de valeurs pour les opérations de paiement ou de retrait) (p. 5559) : rejeté (p. 5560)

Adt n^o 49 de M. Jean Gaubert (fichier des personnes endettées indisponible aux établissements de crédits) (p. 5559) : rejeté (p. 5560)

Adt n^o 18 de Mme Martine Billard (contrat de location et obligations du bailleur : responsabilité en matière d'isolation et bon rendement énergétique) : rejeté (p. 5560)

Adt n^o 17 de Mme Martine Billard (gel des loyers locatifs privés pendant deux ans) (p. 5560) : rejeté (p. 5562)

Adt n^o 145 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (gel des loyers locatifs privés pendant un an ; rapport au Parlement sur les conséquences des hausses de loyer) (p. 5560) : rejeté (p. 5562)

Adt n^o 19 de Mme Martine Billard (rapport au Parlement sur la création d'un fonds de reconversion du chauffage au fioul vers des énergies renouvelables) : rejeté (p. 5562)

Adt n^o 23 de M. Jean-Pierre Decool (prime exceptionnelle pour les salariés d'une entreprise pratiquant l'intéressement, la participation ou le plan d'épargne) : retiré (p. 5562)

Adt n^o 146 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (plafonnement du loyer en cas de changement de locataire) (p. 5562) : rejeté (p. 5563)

Article 4 (nouveau dispositif d'indexation des loyers) (p. 5563) : adopté après modification (p. 5565)

Interventions : M. Jérôme Chartier (p. 5563) ; M. Frédéric Lefebvre (p. 5564)

Adt n^o 20 de Mme Martine Billard (p. 5563)

Adt n^o 147 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (p. 5563)

Adt n^o 162 de M. Pierre Morange (p. 5564) : adopté (p. 5565)

Article 5 (réduction du montant maximum du dépôt de garantie exigible par le bailleur) (p. 5565) : adopté après modification (p. 5570)

Interventions : Mme Françoise Branget (p. 5565) ; M. Jérôme Chartier (p. 5566 et s.) ; Mme Christine Boutin (p. 5566) ; M. Jean-Yves Le Bouillonnet (p. 5567 et s.) ; M. Claude Goasguen (p. 5568) ; Mme Martine Billard (p. 5568)

Adt n° 128 de M. Michel Raison (p. 5565)

Adt n° 96 de M. Frédéric Lefebvre (p. 5565) : adopté après modification (p. 5569)

Sous-adt n° 176 du Gouvernement (p. 5565) : adopté (p. 5569)

Adt n° 3 rectifié de la commission des finances (p. 5569)

Adts n°s 148 à 151 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (p. 5569 et s.)

Après l'article 5

Adt n° 4 de la commission des finances (attestation justifiant que le locataire est à jour de paiement de loyer et de charges) : retiré (p. 5570)

Adt n° 97 de M. Jérôme Chartier (attestation justifiant d'un solde intermédiaire de paiement de loyer et de charges) : retiré (p. 5570)

Adt n° 152 de M. François Brottes (colocation dans le parc social public) (p. 5570) : rejeté (p. 5571)

Adt n° 153 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (rapport au Parlement sur les moyens à mettre en œuvre pour limiter la part du budget des ménages consacrée au logement) : rejeté (p. 5571)

Adt n° 154 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (suppression de la déduction des revenus nets imposables liée à l'acquisition d'un logement neuf ou en état futur d'achèvement dite "amortissement de Robien") (p. 5571) : rejeté (p. 5572)

Adt n° 160 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (diminution des conditions de ressources ouvrant droit à l'avance remboursable sans intérêt et augmentation de son montant) : rejeté (p. 5572)

Adt n° 159 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (taux réduit de TVA pour les achats et travaux de construction effectués par les bénéficiaires de prêts immobiliers sans intérêt) : rejeté (p. 5572)

Adt n° 125 de Mme Françoise Branget (déductibilité du revenu imposable des cotisations versées par un retraité à un organisme de prévoyance complémentaire) (p. 5572) : retiré (p. 5573)

Adt n° 123 de Mme Françoise Branget (exonération de cotisations d'assurance vieillesse pour les personnes cumulant emploi et retraite) (p. 5572) : retiré (p. 5573)

Adt n° 92 de M. Thierry Lazaro (taux réduit de TVA sur les frais funéraires) : rejeté (p. 5573)

Explications de vote et vote [20 décembre 2007] (p. 5573)

Mme Martine Billard (p. 5573) ; M. Jean-Yves Le Bouillonnet (p. 5574) ; M. Frédéric Lefebvre (p. 5574)

Vote des groupes

Groupe Gauche démocrate et républicaine : contre : Mme Martine Billard (p. 5574)

Groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche : contre : M. Jean-Yves Le Bouillonnet (p. 5574)

Groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire : pour : M. Frédéric Lefebvre (p. 5574)

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5574)

Intervention du Gouvernement à l'issue du vote : M. Roger Karoutchi (p. 5574)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [31 janvier 2008] (p. 659)

Présentation du rapport de la commission mixte paritaire

M. Georges Colombier (p. 659)

Discussion générale

M. Frédéric Lefebvre (p. 660) ; M. Gérard Bapt (p. 663) ; M. Roland Muzeau (p. 664) ; M. Jérôme Chartier (p. 666)

Intervention du Président de la commission mixte paritaire

M. Pierre Méhaignerie (p. 667)

Intervention du Gouvernement

Mme Christine Boutin (p. 668)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [31 janvier 2008] (p. 670)

Vote des groupes

Groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire : pour : M. Frédéric Lefebvre (p. 663)

Groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche : contre : M. Gérard Bapt (p. 664)

Groupe Gauche démocrate et républicaine : contre : M. Roland Muzeau (p. 666)

Adoption de l'ensemble du projet de loi, compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 670)